

SONDAGE EXCLUSIF:

LA THÉMATIQUE DES FRONTIÈRES VUE PAR LES PARLEMENTAIRES AFRICAINS

Janvier 2019



SHIELDAFRICA
A b i d j a n 2 0 1 9

Sondage Réalisé par :



**Afrique
Opinion**



Mand'Africa Network



SHIELDAFRICA
A b i d j a n 2 0 1 9



21-24 Janvier 2019
Abidjan / Côte d'Ivoire

A l'occasion du salon Shield Africa de 2019, une conférence plénière est consacrée au thème des frontières.

Afin d'illustrer ce thème, les responsables de l'événement ont souhaité recueillir l'opinion d'un échantillon de parlementaires africains en leur posant une dizaine de questions au sujet des frontières tant terrestres qu'aériennes ou maritimes, de la problématique de leur sécurisation et du recours aux nouvelles technologies pour assurer cette dernière.

Méthodologie de l'enquête.

Le questionnaire de l'enquête a été envoyé par courriel à un échantillon de 2600 parlementaires africains élus de différents pays représentatifs du Continent. Les réponses ont été obtenues principalement par mails et par téléphone dans la période du 10 Décembre 2018 au 10 Janvier 2019.

L'enquête a été réalisée par:

AFRIQUE OPINION en collaboration avec **MANDI'S AFRICA NETWORK.**



**Afrique
Opinion**



IL EST URGENT DE MIEUX GÉRER LES FRONTIÈRES



Les frontières (ou « limes ») ont été de tout temps un enjeu vital, économique et politique pour les nations du Continent africain car elles marquent les limites de la souveraineté d'un pays où les autorités légitimes exercent leur pouvoir. Issues bien souvent des différentes « colonisations », elles sont aujourd'hui devenues intangibles. Du moins, théoriquement. Car elles sont bien souvent encore le lieu de crises, de tensions, voire d'affrontements armés.

La 5ème édition du Salon international ShieldAfrica, consacré à la Sécurité et à la Défense en Afrique, qui se tient à Abidjan du 22 au 24 janvier, est d'ailleurs précédée cette année d'une Conférence internationale dont les frontières constituent le thème : « Des frontières terrestres, maritimes et aériennes vivantes et régulées, conditions du développement ».

D'où l'intérêt de ce Sondage spécial réalisé sur ce même thème par « Afrique Opinion », en amont du Salon, auprès de plusieurs milliers de parlementaires des pays de l'Union africaine. Et ses enseignements sont révélateurs puisque 72 % des députés interrogés estiment dès la première question que leurs pays connaissent des problèmes sur leurs frontières et que ces problèmes sont pour 63 % économiques et pour 37 % sécuritaires (Question 2).

Une immense majorité (93 %) des parlementaires jugent même que ces frontières ne sont « pas convenablement gérées » (Question 3) et que les choses ne peuvent s'améliorer qu'en coopération avec les pays voisins (97 %) de manière collective (Question 4). Les problèmes frontaliers se partagent toujours à deux et ne peuvent se résoudre pacifiquement qu'ensemble, c'est le simple bon sens !

On découvre cependant (Question 5) que 61 % des frontières connaissent encore des contentieux (territoriaux, administratifs, économiques ou politiques) et que 18 % risquent de dégénérer en un conflit armé ! Alors que 21 % seulement des frontières du Continent apparaissent comme des « frontières achevées et incontestées ». Les frontières maritimes des différents pays côtiers du Continent sont d'ailleurs très largement méconnues (59 % contre 38 %, selon la question 6), ce qui sous-entend par exemple d'éventuels conflits pour les zones de pêche.

Mais si les frontières sont parfois – hélas – un lieu d'affrontements, de rivalités et de guerres, elles constituent – Dieu merci – le plus souvent un lieu d'échanges économiques profitables en général à toute la sous-région. Une écrasante majorité (96 %) des parlementaires africains se prononcent ainsi pour une « libre-circulation » des personnes et des biens à l'échelle sous-régionale, voir à l'échelle du Continent (Question 7). Et il y a visiblement, à ce sujet, encore bien des progrès à faire puisque 78 % jugent « moyennement satisfaisante » l'intégration économique sous-régionale de leur pays (Question 8). Il y a, en revanche, une quasi-unanimité (98 %) pour reconnaître que les nouvelles technologies constituent un atout majeur pour assurer un meilleur contrôle des frontières (question 9), rendu bien nécessaire – en Afrique comme ailleurs - par une menace terroriste toujours diffuse et présente, et pas seulement au Sahel. Au regard de ce sondage, il paraît donc urgent de mieux gérer et surveiller toutes ces frontières, tant il est vrai que la sécurité est la condition première du développement.

Bruno FANUCCHI

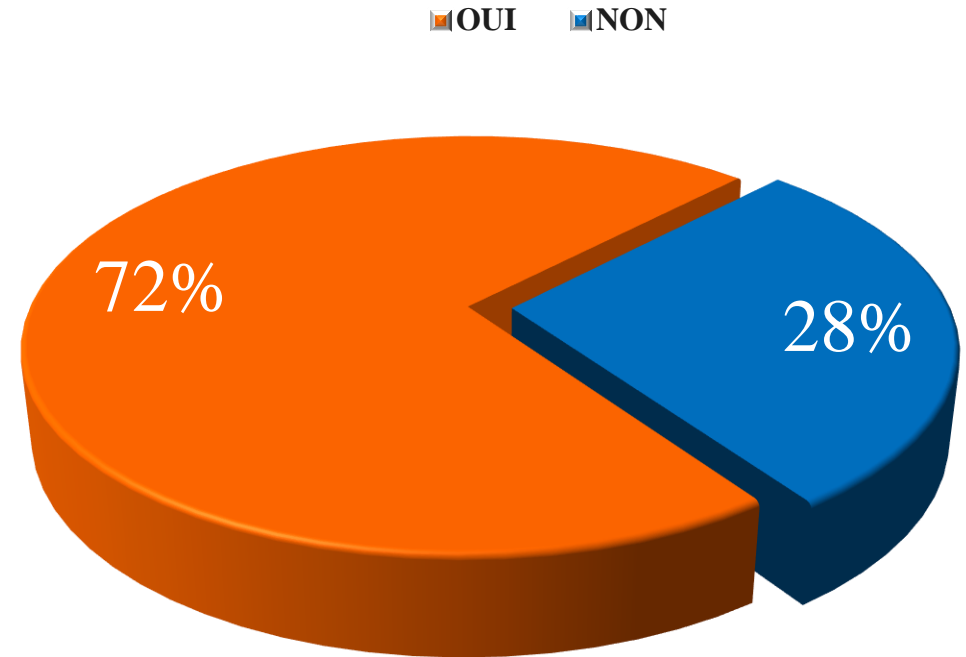
Grand reporter pour L'Afrique Aujourd'hui

www.lafriqueaujourd'hui.net

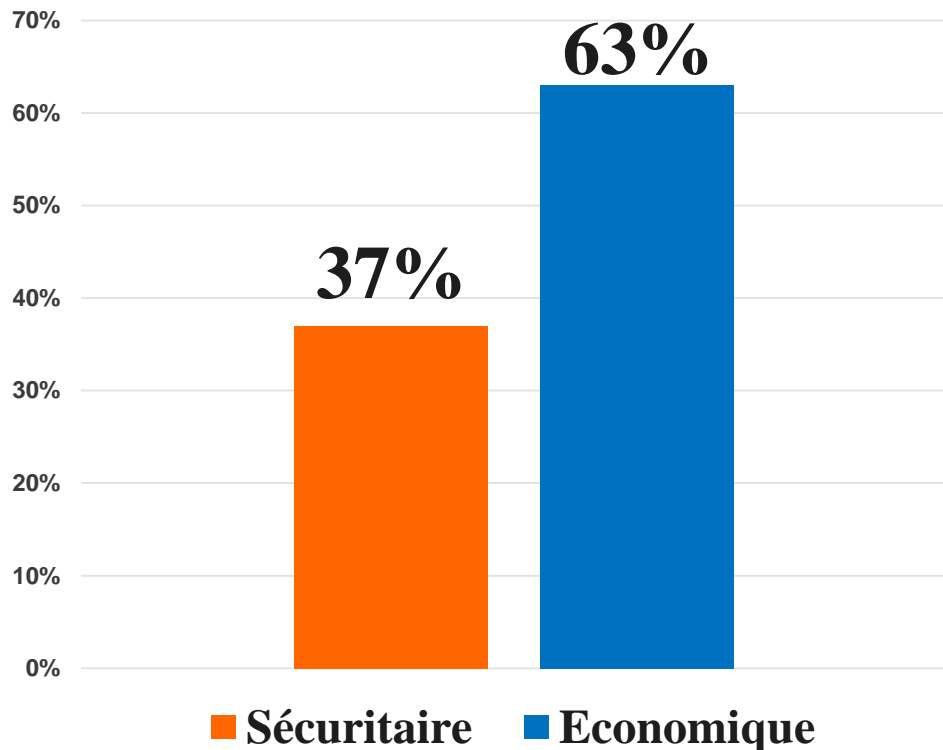
Question 1

D'une façon générale, peut-on dire que votre pays connaît actuellement des problèmes sur ses frontières ?

D'une façon générale, les parlementaires africains estiment que leur pays connaît actuellement des problèmes frontaliers. Répondant directement à la question, ils sont 72% à reconnaître que tel est bien le cas, contre 28% qui estiment qu'aucun contentieux ou problème particulier ne trouble les relations de bon voisinage avec leur ou leurs voisins immédiats.



Question 2



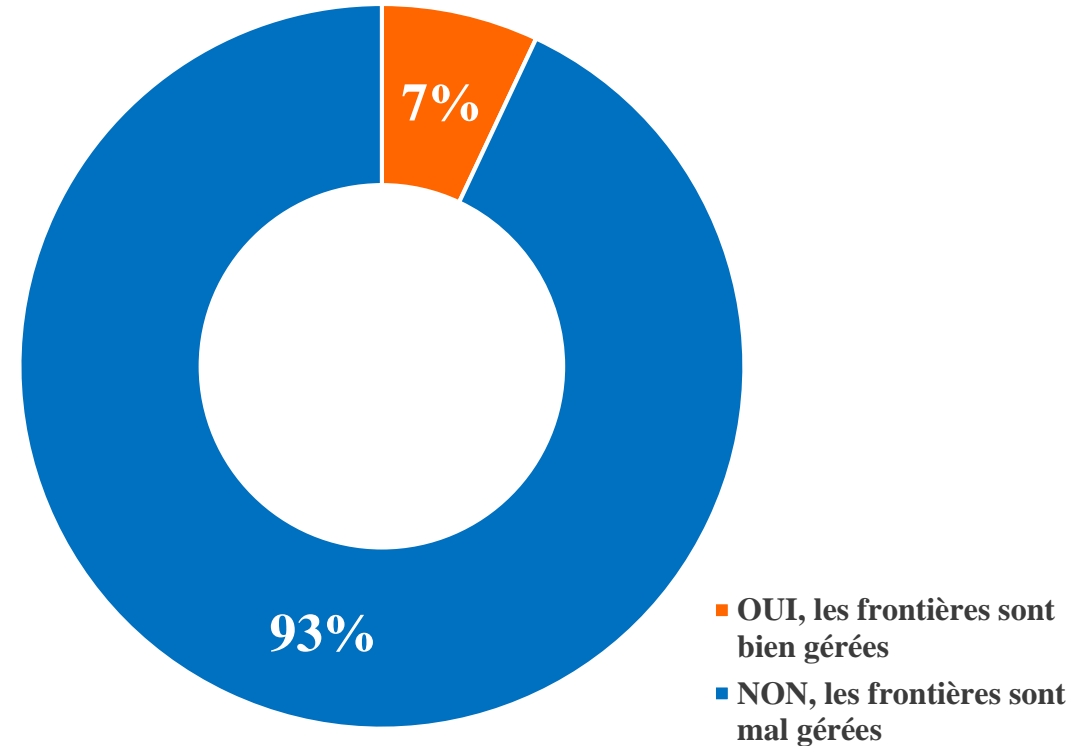
Si oui, selon vous, de quelle nature sont ces problèmes ?

Puisque la grande majorité des parlementaires estime que leur pays connaît des problèmes de frontière (s), il était intéressant de leur faire préciser de quelle nature était le ou les contentieux ou pour le moins les tensions. Si d'une façon générale, les problèmes économiques sont beaucoup plus à l'origine de relations transfrontalières éventuellement conflictuelles (63%), il reste que les problèmes sécuritaires sont prégnants pour plus d'un tiers des parlementaires (37%) s'exprimant à ce sujet. Il est à remarquer que sur cette question, une nette différence existe entre les pays anglophones et les pays francophones, puisque pour les premiers l'aspect économique est nettement le facteur dominant à l'origine des problèmes de frontières, tandis que le facteur sécuritaire est beaucoup plus présent parmi les pays francophones.

Question 3

Personnellement, pensez-vous que les Etats du continent gèrent convenablement leurs frontières ?

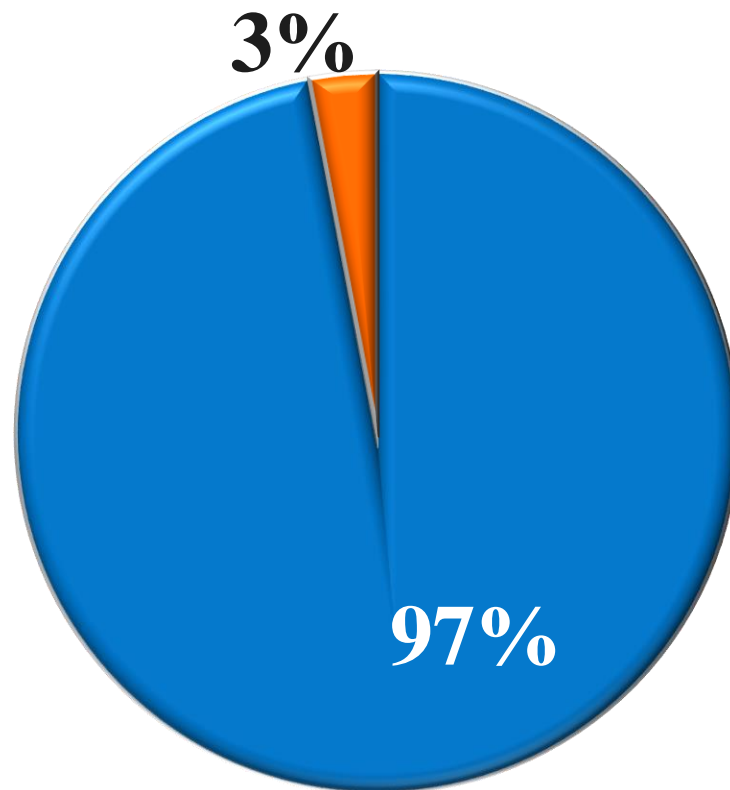
Les pourcentages obtenus à cette question parlent d'eux-mêmes : 93% des parlementaires ayant répondu à notre questionnaire estiment que la gestion des frontières n'est pas globalement satisfaisante sur le continent. Si l'avis des parlementaires s'applique à l'ensemble des Etats du Continent, il demeure que nombre d'entre eux expriment le même avis sur leur sous-région.



Question 4

Concernant la sécurité des frontières, jugez-vous préférable pour votre pays d'agir seul ou bien en coopération ?

En matière d'action pour la sécurité des frontières, l'action collective fait l'unanimité par rapport aux actions particulières ou individuelles des nations. Dans ce domaine, les parlementaires privilégient la coopération régionale ou sous-régionale.

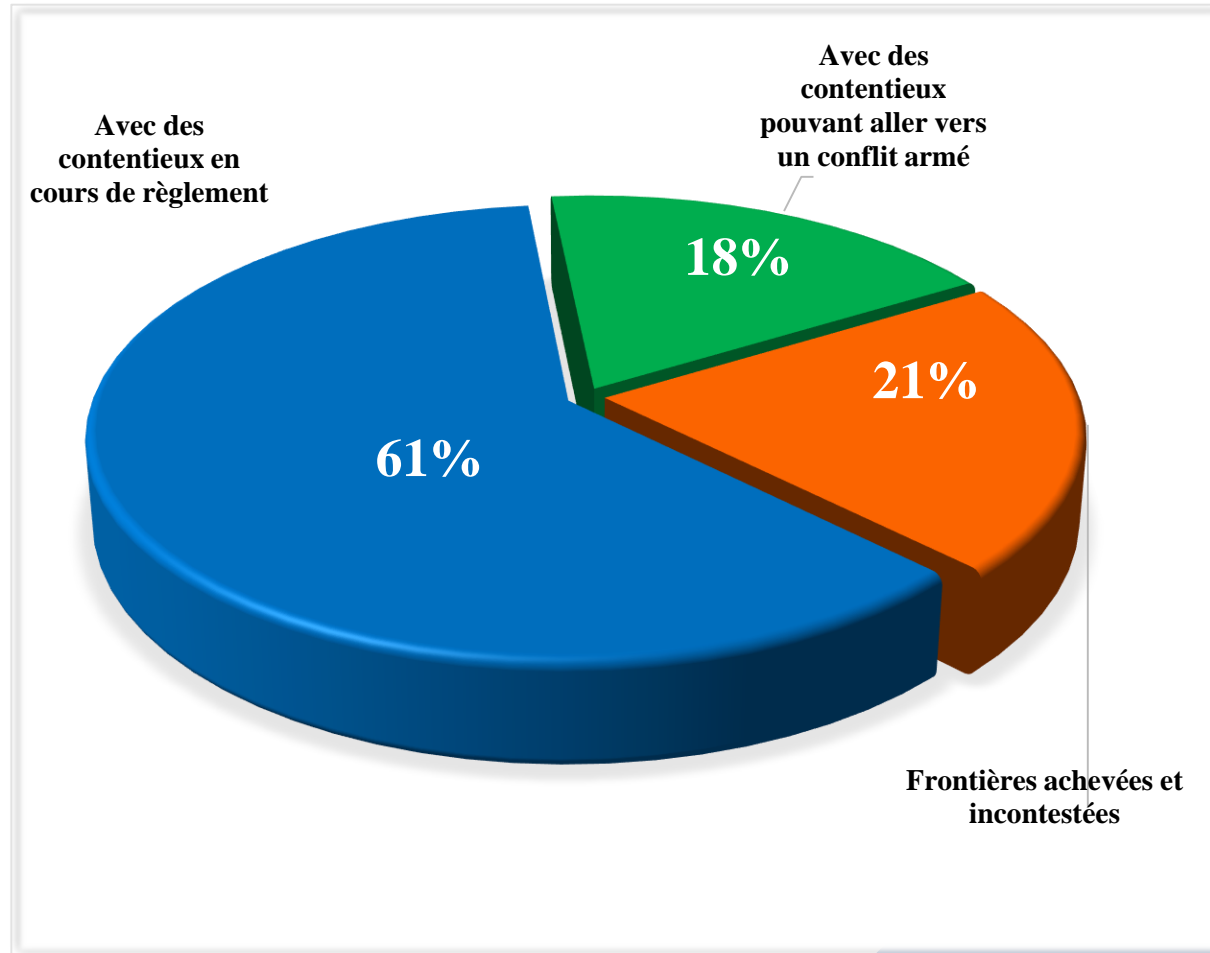


■ Actions Collectives ■ Actions individuelles

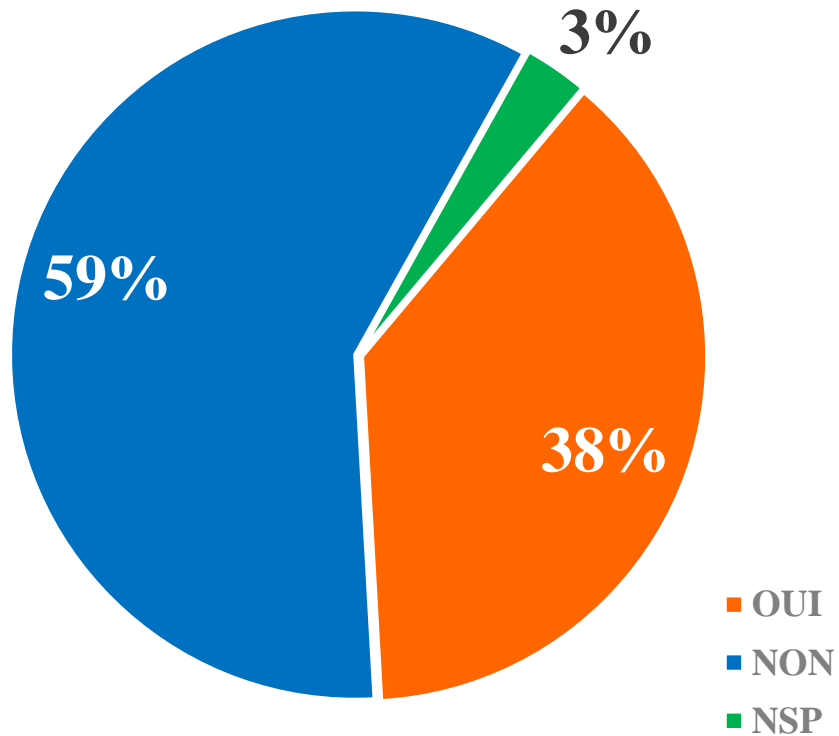
Question 5

Selon vous, les frontières de votre pays sont-elles achevées et incontestées ; en contentieux ou avec des désaccords pouvant conduire à des conflits armés ?

Selon les parlementaires africains, la plupart des pays du continent connaissent des difficultés quant à la gestion de leurs frontières. Pour 61% des sondés, leur pays connaît des contentieux en cours de règlement, 18% déclarent que ces désaccords pourraient aller jusqu'au conflit armé en cas de nécessité et pour les 21% des sondés estiment que les problèmes frontaliers ne se posent plus, puisque ceux-ci sont aujourd'hui résolus.



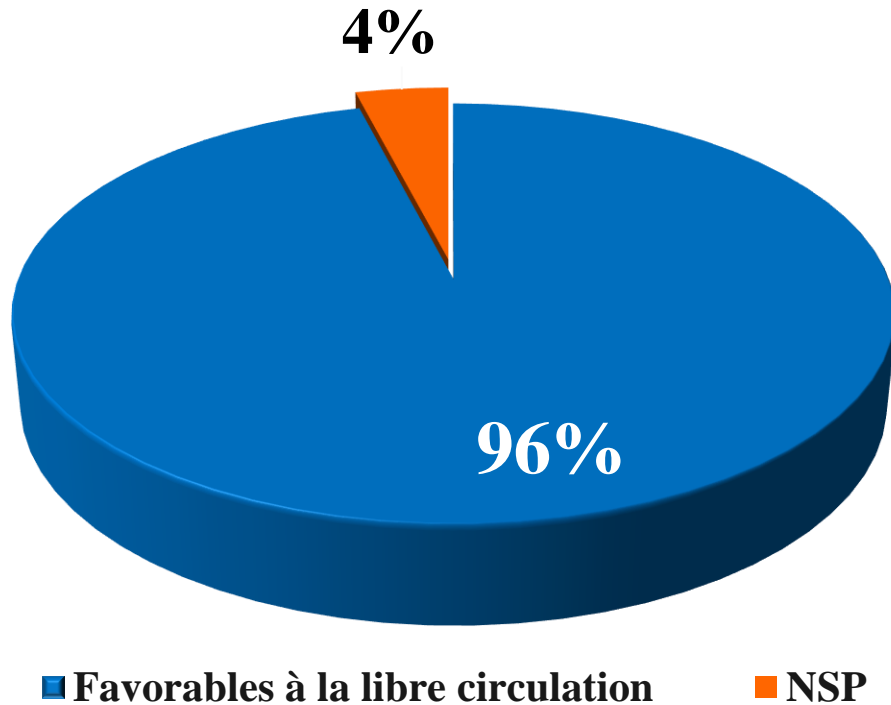
Question 6



**Connaissez-vous l'état de délimitation des frontières maritimes de votre pays ?
(En option uniquement pour les pays concernés)**

La lecture des données de ce graphique obtenu grâce au sondage, laisse observer une connaissance minimale des frontières maritimes de leurs pays. Ainsi 59% des parlementaires vivant dans des pays côtiers déclarent ne pas avoir une connaissance précise des limites de leur frontières maritimes, tandis que 38% d'entre eux déclarent connaître assez bien les frontières maritimes de leurs pays.

Question 7



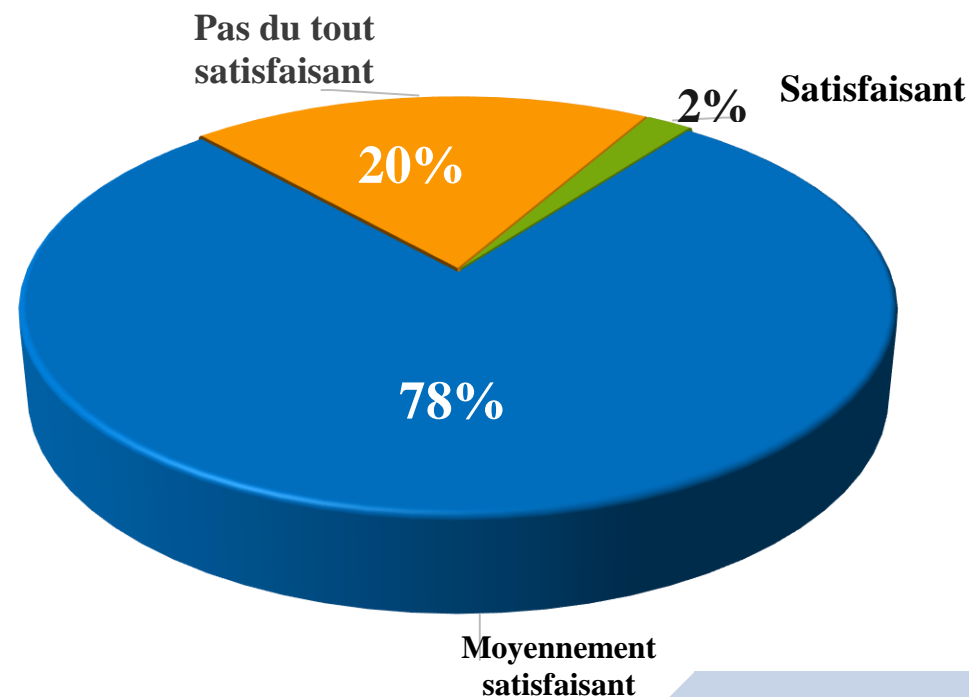
Selon vous, doit-on faciliter la libre circulation des personnes : à l'échelle du continent, à l'échelle de votre sous-région ?

L'analyse des données recensées reflète une adhésion quasi complète des parlementaires africains à l'idée d'une libre circulation des personnes et des biens à l'échelle du continent et/ou de la sous-région. Sur l'ensemble de la population enquêtée, seuls 4% des parlementaires ne se prononcent pas tandis que 96% d'entre eux sont favorables à la libre circulation des personnes dans leur espace sous-régional.

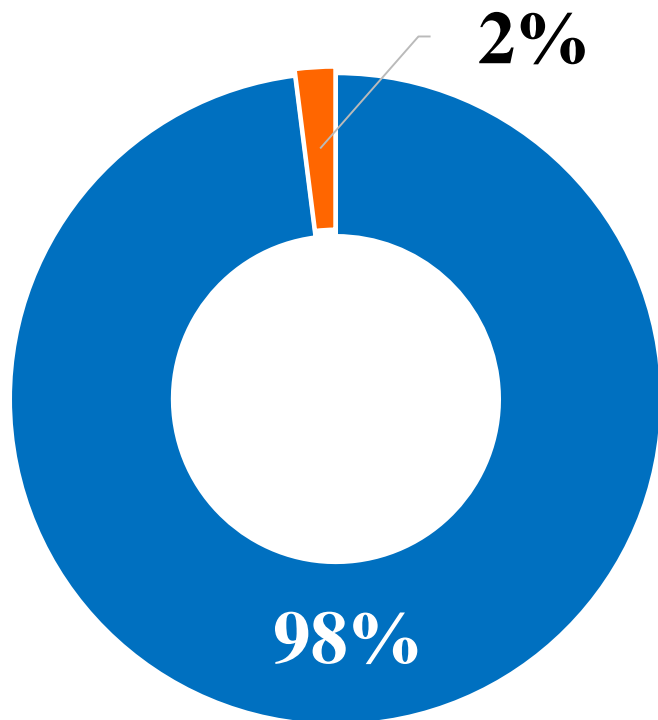
Question 8

L'état de l'intégration économique de votre sous-région est-il satisfaisant, moyennement satisfaisant ou pas du tout satisfaisant?

S'agissant de l'intégration économique, les avis exprimés sont en général moyennement satisfaits de cette dernière (78%) et 20% des parlementaires sont même carrément déçus et critiques vis-à-vis de sa mise en œuvre. Si on analyse cette question par rapport à la précédente, on peut souligner les attentes fortes dans les domaines de la libre circulation des biens et des personnes, sachant qu'à ce niveau, si les ensembles sous régionaux sont le « bon format », il reste que leur mise en œuvre n'est pas pour l'instant vraiment satisfaisante.



Question 9



■ OUI ■ NSP

Pour vous, le recours aux technologies est-il un atout pour un meilleur contrôle des frontières de votre pays?

Étant donné que les parlementaires reconnaissent que, dans leur pays ou dans des pays voisins, de nombreux problèmes, en particulier sécuritaires, subsistent, il était intéressant de recueillir leur avis sur le recours aux technologies pour un meilleur contrôle des frontières. Leur réponse est unanime.